

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/GBT/W/1/Add.33

13 février 1997

(97-0564)

Groupe des télécommunications de base

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA REPUBLIQUE DE COREE

Projet d'offre révisé sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe des télécommunications de base à la demande de la République de Corée.

La République de Corée présente ci-après son offre révisée au Groupe des télécommunications de base.

La présente offre est faite sous réserve que des engagements comparables soient reçus d'autres participants aux négociations au Groupe des télécommunications de base, eu égard au niveau de développement du secteur des télécommunications et de l'économie globale de ces pays. En particulier, la Corée se réserve le droit de modifier ou de retirer à tout moment la présente offre, en totalité ou en partie, jusqu'à ce qu'un accord soit effectivement conclu, sur une base NPF et pour un vaste éventail de services, avec la participation des principaux partenaires commerciaux.

Eu égard aux notes du Président du 16 janvier 1997 (S/GBT/W/2/Rev.1) sur l'établissement des listes d'engagements pour les télécommunications de base et du 3 février 1997 (S/GBT/W/3) sur les limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre, la République de Corée a adopté une approche neutre du point de vue technologique pour la fourniture des services autorisés et elle a supprimé la disposition limitant l'accès aux marchés en raison de la disponibilité du spectre selon laquelle "le nombre de fournisseurs de services pourra être limité en fonction de la disponibilité du spectre des fréquences radioélectriques". Elle se réserve le droit de réintroduire cette limitation en fonction du statut final, à déterminer, de la note pertinente du Président et de la décision des autres participants aux négociations de supprimer également cette restriction de leurs offres.

La République de Corée se réserve le droit d'apporter à tout moment des modifications à la présente offre et d'y corriger toutes erreurs, omissions ou inexactitudes.

REPUBLIQUE DE COREE - PROJET D'OFFRE REVISE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
2. SERVICES DE COMMUNICATION				
C. Services de télécommunication				
<u>Services assurés par la mise à disposition d'installations:</u>				
a. Services de téléphonie vocale (CPC 7521**)	1) Néant, excepté que tous les services doivent faire l'objet d'accords commerciaux conclus avec des fournisseurs de services coréens agréés	1) Néant	Voir l'annexe	
b. Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523**)	2) Néant	2) Néant		
c. Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523**)	3) Néant, excepté ce qui suit: i) chaque fournisseur de services doit être une personne morale coréenne agréée Il ne peut être accordé de licences, y compris les licences pour l'exploitation de stations radio, aux personnes morales suivantes:	3) Néant		
d. Services de télex (CPC 7523**)				
e. Services de télégraphe (CPC 7523**)				

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>f. Services de télécopie (CPC 7521**, 7529**)</p> <p>g. Services de circuits loués privés (CPC 7522**, 7523**)</p> <p>o. Autres services</p> <p>Services cellulaires numériques (CPC 75213*)</p> <p>Services de radiorecherche (CPC 75291*)</p> <p>(Services de communications personnelles (PCS), CPC 75213*)</p> <p>Services de radiocommunication à ressources partagées (TRS) (CPC 7523**, CPC 75213*)</p> <p>Services mobiles pour données (CPC 7523**)</p>	<p>a) Personne morale dont plus de 33 pour cent au total (jusqu'au 31 décembre 2000) ou plus de 49 pour cent au total (à partir du 1er janvier 2001) des actions avec droit de vote sont détenues par l'une des entités ou personnes ci-après ou, jusqu'au 31 décembre 1998, dont l'actionnaire principal est l'une des entités ou personnes ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - gouvernement étranger, - personne étrangère, ou - personne morale dont 50 pour cent (15 pour cent, si l'actionnaire principal est un gouvernement étranger ou une personne étrangère) ou plus des actions avec droit de vote sont détenues par des gouvernements étrangers ou des personnes étrangères; ou <p>b) Personne morale dont plus de 33 pour cent (10 pour cent, dans le cas des services de téléphonie vocale assurés par courants porteurs) des actions avec droit de vote sont détenues par une personne¹</p>		

1 Le terme "personne" est défini conformément à la disposition pertinente du Décret présidentiel concernant la Loi sur les télécommunications.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<u>Services assurés par revente:</u> a. Services de téléphonie vocale (CPC 7521**) b. Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523**) c. Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523**) d. Services de télex (CPC 7523**) e. Services de télégraphe (CPC 7523**)	ii) l'actionnaire principal de KT doit être le gouvernement coréen ou une personne coréenne. La part du capital de KT détenue par une personne ¹ ne doit pas dépasser 3 pour cent et la participation étrangère totale au capital de KT ne pourra pas dépasser 20 pour cent jusqu'au 31 décembre 2000 et 33 pour cent à partir du 1er janvier 2001. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Néant 2) Néant 3) Néant	

1 Le terme "personne" est défini conformément à la disposition pertinente du Décret présidentiel concernant la Loi sur les télécommunications.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
f. Services de télécopie (CPC 7521**, 7529**) g. Services de circuits loués privés (CPC 7522**, 7523**)	ii) dans le cas d'une personne morale, les services de transmission vocale doivent être assurés sur un circuit connecté au réseau public de transport des télécommunications a) A partir du 1er janvier 1999, la participation étrangère sera autorisée jusqu'à concurrence de 49 pour cent et b) Néant à partir du 1er janvier 2001	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
o. Autres services Services cellulaires numériques (CPC 75213*) Services de radiorecherche (CPC 75291*) Services de communications personnelles (PCS) (CPC 75213*) Services de radiocommunication à ressources partagées (TRS) (CPC 7523**, CPC 75213*) Services mobiles pour données (CPC 7523**)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

DOCUMENT DE REFERENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.